

# Quelles batailles communes ?

## Suites des Rencontres

Jean-Marc Durand\*

\* Membre du conseil national du PCF.

**I**l me revient de traiter des suites de cette rencontre. Une rencontre qu'on peut d'ores et déjà qualifier de réussie tant les débats ont été riches et les interventions d'une grande qualité donnant à voir des suites intéressantes. Parler des suites de cette rencontre c'est, à mon sens, ouvrir quelques pistes d'avenir, quelques pistes de travail en commun. Car tant nous avons éprouvé de satisfaction à échanger ensemble, tant il serait dommage de nous en tenir là. Je dirai d'ailleurs que tout nous pousse à prolonger cette initiative par des actes concrets.

Hier, lors des interventions de la première séance, nous avons pu mesurer, au-delà de l'exposé de situations en apparence disparates, la communauté d'intérêt qui existe et qui demande à être développée entre les peuples face au rouleau compresseur du capitalisme mondialisé. Une mondialisation capitaliste avec comme fer de lance d'un côté les multinationales dont l'action prédatrice est décuplée par le recours aux nouvelles technologies et à leur développement à vitesse grand V contre les dépenses pour l'homme et l'environnement. De l'autre le dollar dont la puissance a directement partie liée avec l'hégémonie des multinationales sur l'organisation des rapports économiques et sociaux du national au zonal jusqu'au mondial.

C'est ce qui conduit aux profondes convulsions que nous connaissons dans la mondialisation, plongeant tous les moments de la vie, et cela aux quatre coins de la planète, dans une crise de système inédite avec au cœur la baisse du taux de profit et comme réponse un nouvel

impérialisme caractérisé par une globalisation financière mortifère. Cette évolution engendre des tensions de plus en plus vives au plan mondial sur fond de guerre économique incarnée notamment par le conflit « commercial » engagé par Trump à l'encontre de la Chine, en même temps qu'une offensive particulièrement des États-Unis pour reconquérir leur zone d'influence notamment en Amérique Latine et porter le fer au Moyen-Orient et plus globalement en Afrique.

Mais en même temps des luttes de résistance et de conquêtes montent et émergent un peu partout. Dans les faits, elles posent la question d'une autre répartition des richesses mais plus précisément d'un autre mode de production de cette richesse donc d'autres façons de les produire à partir de critères sociaux et environnementaux contre les gâchis capitalistes. En fait, au cœur des batailles engagées est bien sûr une dimension locale, nationale, cherchant des réponses immédiates, mais se trouve également l'exigence profonde d'une nouvelle mondialisation, allant bien au-delà d'un capitalisme qui serait domestiqué, relooké par la social-démocratie.

Les voies alternatives qui se cherchent et se construisent dans les luttes et les batailles d'idées en cours sous-tendent en fait un véritable enjeu de civilisation qui pousse irrémédiablement vers une nouvelle phase de la mondialisation. Le *statu quo* en ce domaine n'est en effet pas possible. Il faut transformer les règles en vigueur, il y a besoin d'un nouvel internationalisme. Et cela passe par de nouvelles institutions permettant d'intervenir sur l'argent, c'est-à-



**Il y a besoin d'une révolution sociale mondiale pour construire les bases d'une civilisation de partage face aux défis de la révolution informationnelle mais aussi monétaire, démographique, climatique.**



dire sur les banques et la monnaie, sur la fiscalité comme sur la gestion des entreprises et la création et l'expansion des services publics pour les biens communs.

Il y a besoin d'une révolution sociale mondiale pour construire les bases d'une civilisation de partage face aux défis de la révolution informationnelle mais aussi monétaire, démographique, climatique.

Aujourd'hui, il devient urgent de conjuguer, d'articuler la montée des luttes locales et nationales à une perspective d'interventions et d'actions plus globales, plus transversales afin d'opposer à chaque niveau, au processus de

mondialisation capitaliste, un nouvelle organisation mondiale pour chacune et chacun.

Cela suppose la création d'institutions nouvelles où les salariés et les citoyens puissent disposer de droits nouveaux et exercer un réel pouvoir de décisions. Cela touche au partage des technologies. Et cela concerne l'utilisation de l'argent des banques, des entreprises et des États. De nouveaux traités internationaux pour les échanges et le développement des biens communs (SP) comme la santé, l'emploi, l'environnement c'est-à-dire entre autres, l'énergie et les transports, sont d'une brûlante actualité.

J'en viens au concret.

Tout d'abord, il me semble que nous devrions nous donner une sorte de clause de revoyure et nous engager à annualiser un tel type de rencontre.

Ensuite nous avons sans doute besoin de tisser des liens beaucoup plus denses et rapprochés entre nous. Il ne s'agit pas d'une nouvelle Internationale. Mais plutôt de réseaux de travail en commun sur des objectifs précis. J'en soulignerai quatre :

– Un réseau pour la construction d'une nouvelle monnaie commune mondiale. Il s'agirait de faire des DTS cette véritable monnaie commune mondiale, une monnaie de coopération utilisée pour financer les pays et les banques à partir de projets pour le développement humain et l'environnement, venant y compris doter un fonds mondial adossé à l'ONU. Cela nous conduirait en cascade à traiter du fonctionnement et des objectifs de banques centrales zonales comme la BCE. Nous proposons la tenue d'une conférence internationale pour une nouvelle monnaie commune mondiale.

– Un réseau pour le développement des services publics en ciblant plus particulièrement des secteurs comme la santé, l'énergie, les transports, l'eau et en ayant à l'esprit les nécessaires coopérations entre ces services publics et les entreprises.

– Un réseau pour un autre rôle des entreprises multinationales. Quels outils nouveaux pour des moyens et des pouvoirs d'intervention des salariés dans les gestions. Quels instruments de contrôle de l'utilisation de l'argent en lien avec

les enjeux de financement par les banques et aussi la fiscalité? Par exemple de nouveaux outils de coopération et d'harmonisation fiscales posant des normes internationales mais avec une déclinaison concrète sur la fiscalité des pays eux-mêmes et pas seulement des projets comme le BEPS (projet sur l'érosion de la base d'imposition et les transferts de bénéfices) avec sa déclinaison européenne qu'est l'ACCIS (assiette commune consolidée de l'impôt sur les sociétés) qui semblent pour l'heure être plus des fuites en avant qu'exprimer une réelle volonté de relocaliser les bénéfices des entreprises, de les connaître et de les imposer à un taux décent. Nous pourrions avancer l'idée de la mise en place d'un comité de vigilance pour l'action sur les multinationales.

– Un réseau pour de nouveaux traités d'échanges commerciaux, incitant à relocaliser les productions, à développer dans chaque région du monde un véritable processus de création locale de valeur ajoutée, à soutenir une organisation mondiale multilatéraliste contre la domination de quelques-uns sur tous les autres. ■■■

